



DOMAINE DE VIZILLE
MUSÉE DE LA RÉVOLUTION
FRANÇAISE



DOSSIER DE PRESSE



STYLE RÉVOLUTION FRANÇAISE

**Mobilier, objets d'art et
papiers peints**

Exposition

Musée de la Révolution française

Du 30 juin 2023 au 11 mars 2024



ENTRÉE GRATUITE DANS LES 11 MUSÉES DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE



SOMMAIRE



ÉDITO

Jean-Pierre Barbier
Président du Département de l'Isère page 3

PRÉSENTATION DE L'EXPOSITION

Par Alain Chevalier page 4

L'EXPOSITION

Le Mobilier national page 7

La Manufacture nationale de Sèvres page 13

Papier peint en arabesque de Cleymes page 19

Le domaine de Cleymes page 19

Le papier peint, une définition page 20

Papiers peints en arabesque, une définition page 21

Manufacture Réveillon page 22

Mobilier de Pierre Achard page 26

Menuisier et ébéniste, une définition page 27

Style années 1980 page 28

Pierre Paulin, designer page 30

ŒUVRES EXPOSÉES page 31

INFORMATIONS PRATIQUES page 34

LE RÉSEAU DES 11 MUSÉES page 35

ÉDITO de Jean-Pierre Barbier Président du Département de l'Isère



© Département de l'Isère

40 ans, déjà !

Le Musée de la Révolution française lance une année de festivités à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de ce musée départemental devenu incontournable ! Et la première étape de cette année de célébration commence par l'exposition *Style Révolution française. Mobilier, objets d'art et papiers peints* qui vous permettra de faire un véritable voyage dans le temps, de la découverte de la Liberté après la prise de la Bastille (1789-1792) aux premières années de la République (1792-1799).

Dès juillet 2023, cette exposition, vous fera découvrir des collections inédites d'un style caractérisé par sa sobriété et son élégance, qui s'inscrit parfaitement dans l'irrésistible mouvement initié par les Lumières, et rend compte d'une période bouleversée par les changements. L'exposition mettra à l'honneur des collections exceptionnelles créées par de grands artisans (Manufacture Réveillon, Georges Jacob ou encore Adam Weisweiler).

Cette première exposition s'inscrit dans une magnifique et riche programmation culturelle qui jalonnait l'année à venir. Alors, venez vous immerger dans les intérieurs d'une époque et laissez-vous guider !

Jean-Pierre Barbier
Président du Département de l'Isère

PRESENTATION DE L'EXPOSITION

Par Alain Chevalier, Conservateur en chef du patrimoine,
Directeur du Musée de la Révolution française

En France, comme en Europe, à partir des années 1750-1760, en réaction aux formes rocailles ou rococo, le style contemporain s'inspire d'une manière de plus en plus appuyée des objets, décors et architectures de l'Antiquité grecque et romaine découverts en Italie. Qualifiés de style Louis XVI ou de style Directoire, les arts décoratifs de la dernière décennie du XVIII^e siècle ont été dépouillés de leur spécificité historique par rejet de la Révolution française, au profit de la fin du dernier règne de l'Ancien Régime et de la période post-thermidorienne, après 1794. Tout découpage de ce genre étant arbitraire, pourquoi ne pas mettre en avant un « style Révolution française » qui couvrirait les années de Liberté faisant suite à la prise de la Bastille de 1789 à 1792 et celles des débuts de la République française de 1792 à 1799, jusqu'au Consulat ?

Il se dégage en effet des meubles, objets d'art et papiers peints de cette époque, qui déclinent les décors et les motifs de l'Antiquité, une sobriété et une élégance mesurée absentes des créations de la monarchie ou de la période napoléonienne (Consulat et Empire) dont les références sont pourtant les mêmes.

Cela vient en partie du profond renouvellement des élites et des tensions qui traversent la société française. L'irrésistible mouvement initié par les Lumières, mélange de rationalisation et d'émancipation qui dynamise la fin du XVIII^e siècle et en même temps la bouleverse, infléchit les goûts tout en s'appuyant sur un savoir-faire des maîtres et ouvriers du meuble ou des objets d'art, qui ne faiblissent pas pendant cette décennie. Au contraire, malgré les contraintes et la dérèglementation, les ateliers trouvent d'autres clientèles, modifient leur approvisionnement en matières premières, inventent, tout en conservant l'excellence de leurs métiers que toute l'Europe leur envie.



Les arts décoratifs de la période révolutionnaire, comme les arts en général sont aussi magnifiques que ceux des époques précédentes et suivantes, avec une inflexion et un esprit différent, bref un art parfois engagé mais surtout réfléchi et mesuré. La présentation de mobiliers de Pierre Achard, Georges Jacob, Jean-Baptiste Sené et Adam Weisweiler, d'objets d'art de Louis-Simon Boizot et Joseph Chinard, et de la Manufacture Réveillon, en sont ici la preuve éclatante.

En contrepoint, un ensemble de meubles de Pierre Paulin (1927-2009) des années 1980, acquis ou commandé par l'État pour la présidence de la République, est présenté dans la même salle, accompagnant ainsi la célébration des 40 ans du musée créé dans ces mêmes années (1983/1984).

Enfin, l'exposition met particulièrement en valeur trois organismes de l'État, partenaires et soutiens du musée, dont la vocation est d'être à la fois des instances de stimulation de la création et de mise en valeur des patrimoines artistiques que ce faisant elles génèrent depuis plusieurs siècles : le Mobilier national, la Cité de la Céramique Sèvres et Limoges et le Centre national des arts plastiques, tous trois prêteurs ou déposants des œuvres présentées.



« Pillage des armes au Garde-meuble le lundi
13 juillet 1789 »

*Tableaux historiques de la Révolution
française*, Tableau 13 dessiné par Prieur et
gravé par Berthault

© Coll. Musée de la Révolution française -
Département de l'Isère

Comme aux Invalides le matin du 14 juillet avant la prise de la Bastille, les émeutiers cherchent des armes par tous les moyens et pillent, le lundi 13 juillet, celles du Garde-meuble de la Couronne, place Louis XV, aujourd'hui place de la Concorde. Le Garde-meuble royal est installé depuis 1772 dans l'édifice de l'architecte Gabriel, aujourd'hui connu sous le nom d'Hôtel de la Marine.



« Pillage de l'Hôtel de Castries Faubourg Saint-
Germain à Paris le 13 novembre 1790 »

*Tableaux historiques de la Révolution
française*, Tableau 46 dessiné par Prieur et
gravé par Berthault

© Coll. Musée de la Révolution française -
Département de l'Isère

L'hôtel de Castries, situé 72 rue de Varennes, est actuellement un ministère. Il est pillé par la foule en colère à la suite d'un duel entre un royaliste, le duc de Castries, Charles de La Croix (1756-1842) et Charles de Lameth (1757-1832), aristocrate comme lui mais député de la Constituante, œuvrant de manière déterminée en faveur des libertés. C'est la blessure de ce dernier que l'on croit mortelle qui provoque la colère populaire. Le duc de Castries émigre et son hôtel est saisi après avoir été pillé. Le mobilier est défenestré et emporté sur des carioles.



STYLE RÉVOLUTION FRANÇAISE

L'EXPOSITION

Le Mobilier national

Le Mobilier national est un établissement public administratif du ministère de la Culture. Si sa mission première est d'assurer la décoration et l'ameublement des hôtels et des résidences affectés au Président de la République et au Premier ministre, des ambassades de France, des hôtels ministériels, des hôtels des présidents des assemblées et des cabinets de travail des chefs des grands corps de l'État ainsi que de toute autre personne chargée d'une mission de service public, il doit aussi susciter la création pour le compte de l'État d'œuvres textiles et de mobilier, assurer l'entretien, la restauration, l'inventaire, l'enrichissement, la mise en valeur et l'inspection des meubles et objets relevant des collections dont il a la garde ; perpétuer, transmettre et développer les techniques traditionnelles des métiers d'art, les savoirs et les savoir-faire, liés à la restauration, la fabrication, à la création contemporaine et au design, mener les recherches permettant d'élaborer de nouvelles techniques, de nouveaux savoir-faire et de nouveaux matériaux font aussi partie de ses missions, ainsi que d'assurer la formation initiale et professionnelle dans les spécialités des métiers d'art et du design ; enfin, il doit encourager toute action permettant de mettre en valeur son patrimoine, notamment par une politique de médiation, d'exposition, de prêt, d'édition et de publication.

C'est à ce dernier titre qu'il est le plus important prêteur de l'exposition. Les mobiliers de Jacob et Weisweiler resteront en dépôt au musée après l'exposition, comme le sont depuis 2011 les meubles de Ruhlmann des années 1920, visibles dans la salle Charles Halley au même niveau.



Le Mobilier national qui a pris cette appellation au début de la Troisième République est l'héritier du Garde-meuble royal devenu Garde-meuble national en 1792.

Cette administration fut supprimée en 1797 devenant une simple administration intérieure du palais du Directoire exécutif, puis des Consuls. Rétabli par Napoléon en 1804 sous le nom Mobilier impérial, ce service d'État redevint Garde-meuble sous les monarchies puis de nouveau Mobilier impérial sous Napoléon III.

Lointain héritier du Garde-meuble royal institué par Louis XIV en 1663, il était installé depuis 1772 dans l'édifice de l'architecte Ange-Jacques Gabriel au bout du jardin des Tuileries (1756), l'actuel Hôtel de la Marine sur la place de la Concorde. Ce bâtiment fait partie d'un vaste projet urbain en l'honneur de Louis XV mis en place des années 1750 à 1770. C'est donc là que se trouvait le Garde-meuble pendant la période révolutionnaire lorsqu'il fut victime dans les jours qui précédèrent l'instauration de la première République du désastreux vol des bijoux de la Couronne.



Adam Weisweiler (1746-1820), *Bureau plat*,
1792, acajou pommelé et bronze
Mobilier national
© Mobilier national - Isabelle Bideau

Le bureau exécuté par Adam Weisweiler (1746-1820), ébéniste, reçu maître à Paris le 26 mars 1778, livré au Garde-meuble de la Couronne à la veille de la chute de la monarchie, témoigne de l'excellence de l'ébénisterie française de la fin du XVIII^e siècle.

La production de Weisweiler est réputée pour sa qualité d'exécution et par un dessin d'une rigueur extrême, sans lourdeur ni sécheresse. Elle est particulièrement bien représentée dans les collections royales anglaises depuis la fin du XVIII^e siècle. Très apprécié à Londres Weisweiler exporte ses meubles et compte parmi sa clientèle le prince de Galles. En outre, la vente de son stock en 1791 et les ventes révolutionnaires des émigrés font passer une grande partie de sa production Outre-Manche. Il travaille bien entendu pour Versailles et Marie-Antoinette. Il reçoit aussi régulièrement des commandes du Garde-meuble, d'où cette livraison d'un bureau plat en 1792 pour une destination qui nous est inconnue : une administration royale ou un appartement aux Tuileries ? Il a sans doute été utilisé immédiatement dans des bureaux de l'administration républicaine se mettant en place.

Le style dit pompéien de la cité antique de Pompéi découverte à partir des années 1740, donc à l'antique et à la romaine, qui caractérise le dessin de ses meubles, discernable même dans les pièces les plus sobres et les plus utilitaires comme celle-ci, ne peut que séduire le nouveau pouvoir.

Weisweiler s'est considérablement enrichi dans les années 1790 puisqu'il achète durant cette décennie plusieurs immeubles à Paris. En 1797, il quitte le Faubourg Saint-Antoine pour la rue des Tournelles dans le quartier du Marais, entre la place des Vosges et la Bastille détruite.



Georges Jacob (1739-1814), Ensemble de six chaises et quatre fauteuils, entre 1789 et 1794, acajou, tous les sièges sont estampillés « G*JACOB »

Mobilier national

© Mobilier national - Isabelle Bideau

Menuisier en sièges reçu maître à Paris en 1765, Georges Jacob cesse son activité personnelle en 1796, ses fils assurant la relève. La première mention certaine de ces sièges date de 1795. L'ensemble comprend alors dix fauteuils et dix chaises. Il est envoyé du Garde-meuble de la Convention nationale au Garde-meuble national le 4 novembre 1795. Le lendemain, ce mobilier est expédié au palais du Luxembourg pour le service du Directoire exécutif. On le retrouve en 1800, sous le Consulat, dans le salon du troisième consul Charles-François Lebrun (1739-1824), au palais des Tuileries, pavillon de Flore. Le canapé est commandé à cette date aux enfants pour compléter l'ensemble.

Ce mobilier de Salon suit Lebrun dans ses nouvelles fonctions d'architrésorier de l'Empire à l'Hôtel de Noailles non loin de là, rue Saint-Honoré. Il était recouvert alors de gourgouran vert (un taffetas de soie épais). C'est la seule indication ancienne connue de sa garniture. En août 1807, les sièges sont retournés au Garde-meuble impérial et expédiés aussitôt au château de Fontainebleau, où ils restent jusqu'au début de la Troisième République, puis sont utilisés dans différentes demeures de l'État et en dernier lieu à la préfecture de la Haute-Garonne à Toulouse. Ils ont été entretemps garnis de cuir. C'est cette garniture qui est conservée dans l'incertitude de celle d'origine, peut-être du crin de cheval noir. D'après un fauteuil similaire conservé au musée Marmottan, les bandeaux creusés des traverses en hémicycle des chaises et fauteuils étaient ornés d'un papier peint en frise, à l'Antique.



Georges Jacob (1739-1814), Ensemble de six chaises et quatre fauteuils, entre 1789 et 1794, acajou, tous les sièges sont estampillés

« G*JACOB »

Mobilier national

© Mobilier national - Isabelle Bideau

La provenance antérieure à 1795 de ces meubles reste discutée. Il est certain en tout cas qu'ils ont servi dans une salle de réunion, peut-être la salle d'un des comités de la Convention. Probablement même celle du Comité de salut public, puisqu'ils arrivent au Garde-meuble national en même temps que le bureau de Louis XV connu pour sa présence dans la salle où siégeaient Robespierre et ses collègues. Il pourrait donc s'agir de la livraison par Jacob des "fournitures de meubles et de chaises aux Comité de salut public et de sûreté générale", en thermidor an II, dont le menuisier réclame une partie du paiement le 17 octobre 1794.

Toutefois, il pourrait aussi s'agir d'un mobilier saisi en décembre 1793 dans les appartements dits « de Chartres » au Palais-Royal : « 20 fauteuils et 24 chaises, aussi de bois d'acajou, dans le genre étrusque, avec sièges de crin noir ». Les appartements en question sont probablement ceux du ci-devant duc de Chartres, c'est-à-dire de Louis-Philippe d'Orléans (1773-1850) le futur Roi des Français en 1830, fils de Philippe-Egalité. Tout jeune homme en 1790, il soutient le processus révolutionnaire, s'illustre durant la bataille de Valmy, mais doutant de la République, il émigre en avril 1793 après une tentative de sédition.



Georges II Jacob (1768-1803) et François-Honoré-Georges Jacob (1770 et 1841), Canapé, 1800, acajou, estampillé « JACOB FRERES / RUE MESLEE »

Mobilier national

© Mobilier national - Isabelle Bideau

Le goût des meubles à l'étrusque est à mettre en relation avec les objets découverts lors de fouilles en Italie dont s'inspire l'atelier de Jacob par l'intermédiaire de dessinateurs et ou de peintres. Le premier témoignage célèbre de cet engouement pour l'art des Étrusques qui côtoyaient les Romains dans la péninsule est le mobilier de la laiterie royale de Rambouillet pour Marie-Antoinette (1787) toujours par Jacob.

Meubles restaurés par les Ateliers du Mobilier national, Paris.



D'après Charles Lepeintre (1735-1803), *La famille Jacob dans leur salon de la rue Meslée, près de la porte Saint-Martin en 1792 à Paris*, reproduction d'un tableau conservé au Musée des Arts Décoratifs, Paris

© MAD, Paris / Christophe Dellière

Ce portrait de famille donne une idée très juste d'un intérieur bourgeois parisien dans l'année charnière de la période révolutionnaire. Un taffetas de soie vert un peu plus foncé que le vert cuivre des cimaises de la salle d'exposition recouvre les murs. Les boiseries sont peintes en gris comme les estrades. L'absence de tapis sur le parquet et les vêtements laissent penser que le tableau a été exécuté entre le printemps et l'automne. Derrière la famille Jacob se déploie un paravent constitué d'un papier peint en arabesque qui pourrait être de la manufacture Réveillon comme celui de Cleymes. De part et d'autre d'un piano forte très semblable à celui de Tobias Schmidt (visible dans le salon de musique niveau 1), sont assis Georges Jacob et sa femme sur la dernière production de siège de la maison, entourés de leurs enfants qui reprendront l'affaire en 1796. C'est rue Meslée, de 1775 à 1796 que les ateliers de Georges Jacob atteignent leur sommet de production. Dès 1773 Jacob est sollicité par le Garde-meuble de la Couronne et les plus grands noms du royaume. La famille d'Orléans, comme l'attestent les sièges exposés au centre de la salle qui pourraient provenir du Palais-Royal, faisait partie de la clientèle de Georges Jacob. D'ailleurs Lepeintre, auteur du portrait de la famille Jacob (au-dessus de la cheminée) est connu dans les années 1780 comme peintre officiel du duc de Chartres, le père de Louis-Philippe, qui devint duc d'Orléans en 1785 à la mort de son propre père, puis fut appelé Philippe-Egalité.

En 1796, les fils de George Jacob, Georges II (celui qui partage une partition avec sa sœur) et François-Honoré-George (nommé plus tard Jacob-Desmalter), qui se penche à droite vers son père, reprendront les ateliers sous le nom de « Jacob Frères rue Meslée ». À partir de 1791 avec l'abolition des corporations, de menuisier les Jacob deviennent ébénistes.



La Manufacture nationale de Sèvres

Depuis 2012 la Manufacture nationale de Sèvres fait partie, avec le Musée national de la céramique à Sèvres et le Musée national Adrien Dubouché à Limoges, d'un établissement public administratif du ministère de la Culture dénommé Cité de la céramique - Sèvres et Limoges.

La manufacture elle-même fut fondée en 1740 sous le règne de Louis XV, d'abord à Vincennes puis transférée à Sèvres en 1756 où elle déploie ses activités depuis lors. Manufacture royale puis nationale à partir de 1792, elle accompagne la succession des régimes du XIX^e siècle jusqu'à la Troisième République. La manufacture est un laboratoire unique, vivant, et un acteur important de la scène artistique, du design et des arts décoratifs. Elle puise sa force dans l'excellence des céramistes qui y exercent et maîtrisent une trentaine de métiers, mais aussi dans celle de ses matériaux (pâtes, couleurs, émaux...) fabriqués in situ selon des techniques anciennes perpétuées et qui sont aujourd'hui des outils de l'expression artistique contemporaine. À la fois fabrique de la transmission, garante de la sauvegarde de ses savoir-faire et de la diffusion la plus large des connaissances sur l'art céramique, mais aussi laboratoire de création de haute-facture à travers sa capacité à innover dans sa production de porcelaine depuis près de trois siècles, c'est une institution publique atypique et unique qui allie tradition et modernité dans un juste équilibre. Aujourd'hui, quelques milliers de pièces sont produites chaque année, attribuées pour une part aux grands corps de l'État (Palais de l'Élysée, Hôtel Matignon...), pour l'autre, commercialisées dans ses galeries à Sèvres et à Paris ou à l'occasion de salons d'art.



Louis-Simon Boizot (Paris, 1743 - Paris, 1809),
La France gardant sa Constitution, 1794,
biscuit de porcelaine dure
Dépôt de Sèvres-Cité de la Céramique.
© Musée de la Révolution française - Département de
l'Isère

La première constitution écrite de la France est celle de la monarchie réformée adoptée par l'Assemblée nationale le 3 septembre 1791. La constitution dont il s'agit ici est celle de l'An I de la Première République adoptée par la Convention montagnarde le 24 juin 1793. Une constitution qui ne fut jamais appliquée, le gouvernement demeurant révolutionnaire jusqu'à « la paix » espérée. Il n'en demeure pas moins qu'elle est la première constitution républicaine de la France. Les élégantes figures allégoriques qui scandent le pourtour du coffret qui la renferme en soulignent les grands principes : la Raison (œil), la Justice (balance), la Force (massue) et la Tempérance (miroir avec serpent enroulé). La France quant à elle est représentée sous la forme d'une figure féminine assise en majesté qui n'est autre que la Liberté devenue l'emblème de la République en septembre 1792, couronnée de chêne, un triangle de l'Égalité à son cou, tenant une pique surmontée d'un bonnet (disparus mais restitués ici par une baguette s'imbriquant parfaitement dans l'encoche du siège et du mouvement de la main) ; à ses pieds, le coq gaulois et la massue du Peuple français donnent sa plénitude à l'allégorie républicaine. Comme la plupart des productions marquantes de la période révolutionnaire ce biscuit est dû à Boizot, entré à la manufacture de Sèvres dès 1773. Chargé de l'atelier de sculpture avec notamment l'obligation de fournir des modèles, il les adapte à l'esprit du temps. Après avoir quitté la manufacture quelques mois entre 1792 et 1793, Boizot est à l'origine de ce groupe allégorique enfourné pour la première fois au début de l'année 1794 et apparié quelques mois plus tard, en mai, avec *La Force guidée par la Raison*). Le dessin de Boizot dont l'atelier de Sèvres s'est inspiré, est une figure de la République protégeant le pacte social, c'est-à-dire la constitution.



Louis-Simon Boizot (Paris, 1743- Paris, 1809),
La Force guidée par la Raison, 1794, biscuit de
porcelaine dure

Dépôt de Sèvres-Cité de la Céramique.

© Musée de la Révolution française - Département de
l'Isère

La conception de cette allégorie est probablement liée à l'établissement du culte de la Raison le 10 novembre 1793. La Raison, une jeune femme drapée à l'antique avec sur l'encolure les chiffres arabes, brandi l'œil de la vigilance. Elle est assise sur un lion qu'elle tient avec des guides. Le lion, symbole de la force, a la mâchoire prise par des mors qui atténuent sa violence tandis qu'il tient entre ses pattes un sceptre qu'il vient briser. Comme la plupart des productions marquantes de la période révolutionnaire ce biscuit est dû à Boizot, entré à la manufacture de Sèvres dès 1773. Chargé de l'atelier de sculpture avec notamment l'obligation de fournir des modèles, il les adapte à l'esprit du temps. Après avoir quitté la manufacture quelques mois entre 1792 et 1793, Boizot est à l'origine de ce groupe allégorique enfourné pour la première fois en mai 1794 venant rejoindre *La France gardant sa constitution*. Le dessin de Boizot dont l'atelier de Sèvres s'est inspiré est une figure de la Raison gravée par Chapuy.

Le biscuit est une porcelaine tendre ou dure cuite à très haute température sans glaçure.

La différence entre tendre et dure vient de l'emploi de kaolin (dure) et du procédé de cuisson.

Biscuit restauré par Frédérique Hamadène, Lentilly.



Menuisier et peintre inconnus actifs dans les années 1790, *Piédestal avec une frise allégorique*, vers 1794/95, bois peint, Acquis avec l'aide du Fonds régional d'acquisition des musées d'Auvergne-Rhône-Alpes.
© Coll. Musée de la Révolution française - Département de l'Isère

Un piédestal est un support pour la présentation d'un objet (sculpture, vase, ...) que l'on veut mettre particulièrement en évidence. Ici un buste d'homme de l'époque drapé à l'antique dont l'agrafe est ornée d'un bonnet phrygien, peut-être un comédien. Le sujet allégorique de la frise qui se déploie à mi-hauteur est à la gloire de la République sous les traits d'Athéna qui protège les arts libéraux (géométrie, géographie, littérature et poésie, architecture, peinture, sculpture) sous le regard d'une Victoire et de l'Histoire. Ce groupe est rejoint par le char de Cérès à côté de laquelle trône la Nature, tiré par les lions qui symbolisent la force. La procession est introduite par des enfants musiciens et suivie par d'autres portant corne d'abondance et gerbe de blé.



Attribué à Jean-Baptiste-Claude Sené (Paris, 1747- Paris, 1803), *Chaise de l'Assemblée nationale*, vers 1791-1792, acajou, Acquis avec l'aide du Fonds régional d'acquisition des musées d'Auvergne-Rhône-Alpes.
© Coll. Musée de la Révolution française - Département de l'Isère

Exemplaire d'une importante série de chaises conçues à l'usage des députés, pour l'Assemblée nationale qui se situe dans la salle du manège royal à proximité des Tuileries, du 30 septembre 1791 jusqu'à l'abolition de la monarchie. Le concepteur du modèle initial, extrêmement sobre mais très élégant n'est pas formellement identifié, il est très probable cependant que le dessin soit de Sené qui a fourni en 1787 pour Versailles des sièges très proches. Les chaises furent sans doute réalisées par plusieurs menuisiers et ne portent aucune estampille à cause de la suppression des corporations en mars 1791. En revanche, celle exposée porte les marques au fer ASSNAT pour Assemblée nationale et TRIBUNAT conséquence de sa réutilisation sous le Consulat.



Jean-Baptiste-Claude Sené (Paris, 1747-
Paris, 1803), *Chaise à dossier rond avec motif
à gerbe de blé associé à deux faucilles
croisées*, acajou, estampille I-B SENE, vers
1795-1800

Acquis avec l'aide du Fonds régional d'acquisition des
musées d'Auvergne-Rhône-Alpes

© Coll. Musée de la Révolution française -
Département de l'Isère

Menuisier reçu maître en 1769. La gerbe de blé, associée à des instruments agricoles, est un symbole d'abondance fréquemment utilisé dans les premières années de la Révolution. Cependant, le style de la chaise correspond bien à l'époque du Directoire, ainsi que le nom des villes gravées sur la lame des faucilles, Hal et Spa (Belgique actuelle) annexées à la France en 1794. La destination précise de cette chaise, qui était assortie de plusieurs autres sur le même modèle, n'est pas connue.

Sené a beaucoup travaillé pour les administrations de la première République, notamment pour la commande de deux cents bureaux à gradin en chêne commandés en 1794 et 1795. Aucun n'a malheureusement été identifié dans les collections nationales.



Ces imitations d'œnochoé (pichet à vin) à l'étrusque avec une victoire tenant une sorte de vexillum surmonté d'un bonnet phrygien et paré de pavois étaient destinées à l'ornement intérieur : cheminée, commode...

Fondeur non identifié d'après un sculpteur actif
dans les années 1790 (attribution possible à
Augustin-Félix Fortin), *Paire d'urnes à
couvercle amovible*, bronze
Collection particulière
© DR



Fondeur non identifié d'après Joseph Chinard
(Lyon, 1756 - Lyon, 1813),

*La Raison ou Apollon foulant à ses pieds le
despotisme et la superstition*

*L'Autorité du Peuple ou Jupiter foudroyant
l'Aristocratie*, première moitié du XIX^e siècle
d'après des modèles de 1791, bronze

Prêt de la Galerie Terrades, Paris.

© Galerie Terrades

Un riche négociant lyonnais, Van Risemburgh, un parent sans doute de la célèbre dynastie des ébénistes parisiens BVRB (Bernard Van Riesen Burgh), commande en 1791 deux bases de candélabres en bronze à Chinard qui travaille alors à Rome. Deux terres cuites sont réalisées et conservées au musée Carnavalet à Paris ainsi que deux moulages en plâtre (musée du Louvre) destinés à l'exécution des bronzes qui ne furent tirés que bien des années plus tard, dans la première moitié du XIX^e siècle dans un contexte tout autre et à une date indéterminée. À ce jour trois paires en bronze sont connues dont celle-ci. Toutes ces sculptures se présentent aujourd'hui dépourvues des bras de lumières qui auraient dû les couronner et servir d'ornement sur une cheminée ou un meuble d'applique.

Rien n'indique qui du commanditaire ou du sculpteur décida du choix des sujets allégoriques. Ils s'avèrent violemment antichrétien et antiaristocratique.

Il n'est pas non plus certain que l'emprisonnement pendant deux mois de Chinard au Château Saint-Ange soit lié directement à ces sculptures, mais on sait qu'il prenait dans la cité pontificale des libertés qui ne pouvait que lui attirer des ennuis, surtout des activités franc-maçonnes. Ces objets d'art décoratifs sont en tout cas des manifestes très explicites en faveur de l'avènement de temps nouveaux, qui s'accordent bien avec l'engagement de Chinard et Van Risemburgh dans le mouvement révolutionnaire (ce dernier est administrateur de la Caisse patriotique de Lyon en 1791, un comptoir d'échange facilitant la circulation du papier-monnaie à la place du numéraire).

Les deux figures élancées dominées par la foudre de Jupiter et le soleil d'Apollon, traduisent bien la symbolique et l'usage initial de ces objets : porter la lumière au sens propre et de manière métaphorique. Elles sont constituées d'assemblages de parties de statues antiques et modernes habilement associées.



PAPIER PEINT EN ARABESQUE DE CLEYMES

Le domaine de Cleymes

Le domaine de Cleymes à Saint-Nazaire-les-Eymes est un fief très ancien, cité dès le XIII^e siècle. Les Cognoz en sont seigneurs jusqu'en 1772, date à laquelle il devient la propriété d'un conseiller maître à la chambre des comptes de Grenoble, Joseph-Augustin Rivière. Ce dernier le vend en 1791 à Abraham Rétif receveur d'impôt particulier de l'élection de Grenoble jusqu'en 1791. Il en est propriétaire de 1791 à 1801. Arrêté comme suspect en avril-mai 1793 en tant que receveur des tailles (impôt le plus impopulaire de l'Ancien Régime avec la gabelle), Rétif est peut-être dénoncé comme accapareur, l'acquisition de son domaine ayant lieu en même temps que l'abolition de la taille et donc de sa cessation d'activité avec peut-être une indemnisation. Cependant Rétif est relâché peu après sans suite.

Concernant les autres occupants de Cleymes, il n'est pas possible cependant de ne pas évoquer Jean-François Hilaire (Chirens, 1748 - Saint-Nazaire-les-Eymes 1825) qui en fut le propriétaire de 1810 à 1825. Député du Tiers de Chirens lors de l'assemblée de Vizille de 1788, il est très engagé dans le processus révolutionnaire. Procureur syndic, agent national et commissaire du directoire exécutif du département de l'Isère, il est sous-préfet de Vienne en 1800, puis préfet de la Haute-Saône en 1804. Il meurt sans enfant. Son filleul Jean-François Jacquin dont descendent les Benoist, reçoit en 1825 le domaine de Cleymes en héritage.



Le papier peint, une définition

Appelé aussi improprement tapisserie (tissus), c'est du papier non pas peint mais imprimé à la planche, en couleur. Son origine est chinoise et le papier était alors peint à la main et décorait les murs des demeures. Cette idée fut reprise en Angleterre au XVI^e siècle pour remplacer les tapisseries des Flandres dans les maisons. La mode gagne la France dans le courant du XVIII^e siècle et pour contrer l'importation massive d'Angleterre une production locale s'est développée. Jean-Baptiste Réveillon fut l'un des premiers à se lancer et devint le plus important producteur de papier peint français.

Lorsque Claude Perier loue en 1777 le château de Vizille avant de l'acquérir en 1780, il commence par produire des papiers peints. Il passe ensuite rapidement à l'indiennage, une impression de cotonnades à la planche dont la technique est proche, mais sur un support différent.



Papiers peints en arabesque, une définition

Le décor en arabesque appelé ainsi depuis le XVI^e siècle par le grand orfèvre florentin Benvenuto Cellini par rapprochement avec le décor damasquiné des armes orientales n'a cependant aucun lien avec les arts islamiques. Le terme d'Arabesque a supplanté en France au XVIII^e siècle la véritable appellation de ce type de décor, les grotesques, du nom des excavations romaines (grottes ou *grotto* en italien) dans lesquelles ils sont retrouvés à la Renaissance. On croit alors qu'il s'agit de grottes mais en fait les contemporains découvrent sans le savoir le palais de Néron, la *Domus Aurea*, ensevelie par le temps, dont les voûtes sont recouvertes de décors inventifs et colorés. Un décor à arabesque (anciennement « grotesque ») se caractérise par un enchaînement de motifs qui se déploient sur un axe vertical (lé) où alternent de haut en bas médaillons, figures, guirlandes et rinceaux de manière plus ou moins complexe, le tout organisé dans un esprit d'invention, de légèreté et d'élégance. L'arabesque néoclassique, en vogue à la fin du XVIII^e siècle et en particulier dans les années 1790, est un miroir des mentalités de l'époque qui souhaitent associer à la fois plaisir et raison. C'est le mélange de poésie et de fantaisie associé aux valeurs nobles de l'Antiquité et de la Renaissance qui font le succès des papiers peints à arabesque en France comme en Europe. De surcroît, le papier peint permet de disposer de magnifiques décors à moindre coûts et facilement transportables.



Manufacture Réveillon



Manufacture Réveillon (active de 1756 à 1791), *Panneaux de papiers peints à arabesque du salon de la demeure de Cleymes*, papier imprimé, vers 1790

Don de la famille Benoist en 2004.

Papier peint restauré par Charlotte Kasprzak, Lyon

© Coll. Musée de la Révolution française -

Département de l'Isère

N'est présentée ici qu'une partie seulement des panneaux de papier peint du salon de Cleymes, de part et d'autre d'un trumeau de la même époque qui se situait au-dessus de la cheminée. Le décor se fonde sur deux paires de panneaux à médaillon à vase de fleurs et deux paires de panneaux à figures de musiciennes et de bacchantes disposés en alternance avec des pilastres de même fabrication. Une bordure de goût étrusque rouge vermillon rythme l'ensemble et fait ressortir la fraîcheur du décor à fond blanc bleuté jouant avec un fond uni vert de cuivre, très courant dans les années 1790. Ce décor est d'un niveau de qualité équivalent à ceux en place dans deux châteaux en Allemagne et en Russie avec les mêmes lés.

Ce papier peint a été fabriqué par la manufacture Réveillon dont il porte la marque au revers de certains lés (« Manufacture Royale du Sieur Réveillon »), probablement en 1790 ou tout début 1791 puisque son propriétaire Jean-Baptiste Réveillon (1725-1811) la loue en mai 1791 à Pierre Jacquemart et Eugène Bénard qui la rachètent l'année suivante. La manufacture Réveillon est à l'époque la plus importante de Paris. Elle emploie en 1789 trois cents ouvriers et deux cent cinquante en 1797, sous l'appellation Manufacture Jacquemart et Bénard successeurs de Réveillon.

La pose des papiers peints à Cleymes se situe dans un laps de temps assez ramassé, entre 1791 et 1796/1797.



La manufacture Réveillon fut le cadre de la première grande émeute populaire du printemps 1789 au cœur du Faubourg Saint-Antoine. Elle se situait dans une ancienne demeure de plaisance d'un fabriquant d'armes anobli par Louis XIV, la Folie Titon, rue de Montreuil. Le 28 avril 1789, à quelques jours de l'ouverture des États-Généraux le 5 mai, les plus pauvres des parisiens qui ne peuvent participer aux élections des députés tentent de faire entendre par la force leurs revendications.

L'origine de cette manifestation populaire est une prise de parole malheureuse de Jean-Baptiste Réveillon lors d'une réunion électorale, utilisée par des agitateurs de tous bords. Cependant on ne compte aucun des ouvriers de Réveillon dans cette émeute réprimée dans le sang après le pillage de la manufacture. Elle n'en demeure pas moins la première manifestation à caractère révolutionnaire de l'année 1789.

Papier peint restauré par Charlotte Kasprzak, Lyon.

Manufacture Réveillon (active de 1756 à 1791),
*Lé à figure de bacchante sans bordure des
papiers peints à arabesque du salon de la
demeure de Cleymes, papier imprimé, vers
1790*

Don de la famille Benoist en 2004.

Papier peint restauré par Charlotte Kasprzak, Lyon

© Coll. Musée de la Révolution française -
Département de l'Isère



© Musée de la Révolution française - Département de l'Isère

Papiers d'apprêts ou de maculature retrouvés lors de la dépose du papier peint Réveillon. Le papier de maculature posé directement sur le plâtre des murs facilite la pose du papier peint. Dans une société où le gaspillage n'existait pas, tous les vieux papiers ne servant plus sont systématiquement réutilisés. C'est ainsi qu'a été retrouvée sur les murs une partie de la comptabilité et des archives d'Abraham Retif, ce qui permet de lui attribuer sans aucun doute l'initiative de la pose de ce décor durant les dix années de sa propriété de Cleymes, entre 1791 et 1801. Il est pourtant possible de réduire à la période 1791 et 1796/1797 puisque le papier maculature le plus récent est daté de 1790 et que la mode de ce genre de papier peint tend à disparaître sous cette forme en 1796/1797. Il serait donc logique que Retif, après l'acquisition du domaine en 1791, décide de travaux d'embellissement et de mise au goût du jour de la pièce d'apparat et de sociabilité de sa nouvelle demeure.



« Attroupement au Faubourg Antoine le 28 avril 1789 »

Tableaux historiques de la Révolution française, Tableau préliminaire 8 dessiné par Vény et Girardet, gravé par L'Épine et Niquet en 1794.

© Coll. Musée de la Révolution française - Département de l'Isère

Première émeute révolutionnaire visant la manufacture de papier peint Réveillon avant la prise de la Bastille. Le portail de la Folie Titon rue de Montreuil où se trouve la manufacture de papiers peints Reveillon est à droite. La vue est prise depuis l'est vers l'ouest, c'est-à-dire vers la Bastille invisible qui se trouve à l'extrémité de la rue du Faubourg Saint-Antoine sur laquelle donne, peu après la Folie Titon, la rue de Montreuil.



« Fusillade au Faubourg Antoine le 28 avril 1789 »

Tableaux historiques de la Révolution française, Tableau préliminaire 9 dessiné par Vény et Girardet, gravé par Pélicier et Niquet en 1794

© Coll. Musée de la Révolution française, Département de l'Isère

Première émeute révolutionnaire visant la manufacture de papier peint Réveillon avant la prise de la Bastille. La vue est prise depuis l'ouest à l'intersection de la rue du Faubourg Saint-Antoine et de la rue de Montreuil. Au fond à droite on distingue une des colonnes de la barrière d'octroi de Ledoux place de la Nation, alors place du Trône, au bout de la rue du Faubourg Saint-Antoine. La manufacture de papier peint Réveillon se situe un peu plus loin à gauche, rue de Montreuil. Au centre, la fontaine de la Petite-Halle ou de Montreuil, achevée en 1719, existe toujours.



Mobilier de Pierre Achard



Pierre Achard (Lanchâtre, 1748 - Grenoble, 1833), *Douze fauteuils à dossier enroulé et un canapé assorti*, bois laqué, tapisseries attribuées à Aubusson, estampille sur dix des douze fauteuils, vers 1789-1800

Dépôt du Musée de Grenoble en 2010 (legs Gustave-Emmanuel Doré en 1928).

© Coll. Musée de la Révolution française-
Département de l'Isère

Les sièges de Pierre Achard reçu maître menuisier le 3 août 1784 à Grenoble et actif jusqu'en 1823 sont assez répandus dans les demeures des anciennes familles dauphinoises. C'est cependant la première fois que cet ensemble exceptionnel est présenté depuis son arrivée au Musée de Grenoble en 1945. Il ornait avant 1928 le salon du généreux donateur, rue Hector-Berlioz. Le plus souvent le style d'Achard est qualifié de « Louis XVI tardif », ou de Directoire. Exécuté entre 1789 et 1800 ce mobilier de salon qui aurait très bien orné celui de Cleymes peut sans problème être dit de style Révolution française. Comme c'est le cas pour les papiers peints l'ornementation avec des motifs révolutionnaire n'est pas du tout courante. Les motifs de cette élégante garniture installée par le tapissier grenoblois Barbassat représentent sur les dossiers, des enfants dans la campagne et sur les assises, différents oiseaux. La sensibilité à la nature et à l'enfance est caractéristique de l'époque sous l'influence d'auteurs comme Buffon et Rousseau. Ces motifs qui coexistent et contrastent avec le goût antiquisant, sont qualifiés de « bergeries ».





Menuisier et ébéniste, une définition

Au XVIII^e siècle jusqu'à l'abolition des corporations (loi Le Chapelier de 1791), les menuisiers et les ébénistes travaillent dans le même groupement professionnel mais se limitent à leurs activités propres. Le menuisier travaille le bois massif qu'il débite, assemble, sculpte parfois pour fabriquer principalement des sièges, éventuellement des meubles. L'ébéniste (qui travaille le bois d'ébène) réalise des bâtis de sapin ou de chêne dissimulés par des placages de bois divers, généralement exotiques mais aussi d'autres matériaux tels que le cuivre, l'écaille ou la laque. À Paris, les menuisiers sont installés autour de Bonne-nouvelle, rue de Cléry en particulier (vers les Grands Boulevards aujourd'hui), les ébénistes au Faubourg Saint-Antoine. Un tiers des ébénistes environ vient d'Allemagne à la fin du XVIII^e siècle.

À Grenoble, les Hache sont ébénistes, Pierre Achard est menuisier.



Style années 1980



Jean-Paul Chambas (né en 1942 à Vic-Fezensac), *Saint-Just - Abel Gance*, 1989, lithographie,
Musée de la Révolution française - Dépôt du Centre national des arts plastiques
© Coll. Musée de la Révolution française - Département de l'Isère

Tout comme sous la monarchie constitutionnelle et la Première République, la mission d'ameublement des palais de l'exécutif est toujours à la charge du Mobilier national. Pour faire un contrepoint au mobilier de l'époque révolutionnaire et dans le cadre de la célébration des 40 ans du musée, est présenté en parallèle un ensemble de meubles de Pierre Paulin (1927-2009) acquis ou commandés par l'État pour le palais de l'Élysée durant le premier mandat de François Mitterrand (1981-1995). En regard est exposée une sélection d'estampes commandées par le « Ministère de la Culture, de la Communication et des Grands Travaux du Bicentenaire » (Jack Lang) pour les commémorations de 1989. Soixante et un artistes français et étrangers appartenant à des tendances artistiques très différentes ont été sollicités pour créer une œuvre se référant à la Révolution française et aux Droits de l'Homme et du Citoyen.



Valerio Adami (né en 1935 à Bologne), *Ballade*, 1989, sérigraphie,
Musée de la Révolution française - Dépôt du Centre national des arts plastiques
© Coll. Musée de la Révolution française - Département de l'Isère



Bernard Rancillac (né en 1931 à Paris), *David*,
1989, sérigraphie

Musée de la Révolution française - Dépôt du Centre
national des arts plastiques

© Coll. Musée de la Révolution française -
Département de l'Isère

Le Centre national des arts plastiques, un des opérateurs du ministère de la Culture, fut chargé de la diffusion de ces estampes tirées à cent exemplaires chacune. La mission du CNAP est d'acquérir des œuvres venant enrichir la collection dont il a la charge, l'une des plus importantes collections publiques françaises, qu'il conserve et met à disposition des institutions culturelles, musées et administrations, en France et à l'étranger. Rassemblant aujourd'hui plus de 107 000 œuvres acquises depuis plus de deux siècles auprès des artistes vivants, cette collection est représentative de la diversité des courants artistiques qui se sont succédés et de l'art contemporain dans toute sa pluralité. Le Centre national des arts plastiques soutien l'art contemporain depuis 1791.



Hervé Télémaque (né en 1937 à Port-au-Prince, Haïti), *Nouvelles de France*, 1988,
sérigraphie et technique mixte,
Musée de la Révolution française - Dépôt du Centre
national des arts plastiques
© Coll. Musée de la Révolution française -
Département de l'Isère



Pierre Paulin, designer

Pierre Paulin (1927-2009)

Fauteuil, 1981, hêtre laqué bleu

Bureau d'homme, 1982, hêtre laqué bleu

Guéridon, 1988, Aluminium laqué bleu

Desserte, 1989, Aluminium laqué bleu

Deux Fauteuils, 1980, bois laqué bleu

Table basse, 1980, cuir laqué métal

Années 1980, Mobilier national, Paris

Le designer Pierre Paulin, plus connu par ses créations pour le Président Georges Pompidou (1969-1974), est aussi très présent sous les deux septennats de François Mitterrand (1981-1995) en particulier dans les années 1980, comme en témoigne le mobilier exposé. Le Président Mitterrand séduit par un meuble de Pierre Paulin lors de la visite en septembre 1983 de la présentation au Musée des Arts Décoratifs à Paris d'une collection de pièces d'ébénisterie réalisées au sein du Mobilier National avec l'Atelier de Recherche et de Création (ARC), invite le designer à l'Élysée et convient avec lui de la commande d'un mobilier de bureau. Le Mobilier national suit dès lors l'essentiel de cette commande présidentielle qui a été versée dans ses collections. Ce n'est qu'au début du second mandat de Mitterrand, à la veille du bicentenaire de la Révolution française que le mobilier complet est installé dans l'ancien bureau du général de Gaulle aux boiseries rehaussées d'or. Les différents éléments sont disposés sur un grand tapis de la Savonnerie d'époque Louis XV.



Photo de l'Élysée, 1988, Artedia Leemage © Georges Fessy/Artedia/ Bridgeman Images



LES ŒUVRES EXPOSÉES

Le Mobilier national

Adam Weisweiler (1746-1820), *Bureau plat*, 1792, acajou pommelée et bronze

Dépôt du Mobilier national

Georges Jacob (1739-1814), *Ensemble de six chaises et quatre fauteuils*, entre 1789 et 1794, acajou, tous les sièges sont estampillés « G-JACOB »

Dépôt du Mobilier national

Georges II Jacob (1768-1803) et **François-Honoré-Georges Jacob** (1770 et 1841), *Canapé*, 1800, acajou, estampillé « JACOB FRERES / RUE MESLEE »

Dépôt du Mobilier national

Autres mobilier

Menuisier et peintre inconnus actifs dans les années 1790, *Piédestal avec une frise allégorique*, vers 1794/95, bois peint

Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille, Acquis avec l'aide du Fonds régional d'acquisition des musées de Rhône-Alpes

Attribué à Jean-Baptiste-Claude Sené (Paris, 1747 - Paris, 1803), *Chaise de l'Assemblée nationale*, vers 1791-1792, acajou

Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille, Acquis avec l'aide du Fonds régional d'acquisition des musées de Rhône-Alpes

Jean-Baptiste-Claude Sené (Paris, 1747 - Paris, 1803), *Chaise à dossier rond avec motif à gerbe de blé associé à deux faucilles croisées*, vers 1795-1800, acajou, estampille I-B SENE

Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille, Acquis avec l'aide du Fonds régional d'acquisition des musées de Rhône-Alpes



La Manufacture nationale de Sèvres

Louis-Simon Boizot (Paris, 1743 - Paris, 1809), ***La France gardant sa Constitution***, 1784, biscuit de porcelaine dure

Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille, Dépôt de Cité de la Céramique-Sèvres et Limoges

Louis-Simon Boizot (Paris, 1743 - Paris, 1809),

La Force guidée par la Raison, 1794, biscuit de porcelaine dure

Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille, Dépôt de Cité de la Céramique-Sèvres et Limoges

Objets d'art

Fondeur non identifié d'après Joseph Chinard (Lyon, 1756 - Lyon, 1813),

La Raison ou Apollon foulant à ses pieds le despotisme et la superstition,

L'Autorité du Peuple ou Jupiter foudroyant l'Aristocratie, première moitié du XIX^e siècle, d'après des modèles de 1791, bronze

Prêt de la Galerie Terrades, Paris

Fondeur non identifié d'après un sculpteur actif dans les années 1790 (attribution possible à Augustin-Félix Fortin ou Jean-Guillaume Moitte), ***Paire d'urnes à couvercle amovible***, bronze

Collection particulière

Papiers peints

Manufacture Réveillon

Manufacture Réveillon (active de 1756 à 1791), ***Panneaux de papiers peints à arabesque du salon de la demeure de Cleymes***, vers 1790, papier imprimé

Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille, Don de la famille Benoist en 2004

Manufacture Réveillon (active de 1756 à 1791), ***Lé à figure de bacchante sans bordure des papiers peints à arabesque du salon de la demeure de Cleymes***, vers 1790, papier imprimé

Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille, Don de la famille Benoist en 2004

Papier peint restauré par Charlotte Kasprzak, Lyon



Mobilier Pierre Achard

Pierre Achard (Lanchâtre, 1748 - Grenoble, 1833), **Douze fauteuils à dossier enroulé et un canapé assorti**, bois laqué, tapisseries attribuées à Aubusson, estampille sur dix des douze fauteuils, vers 1789-1800

Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille, Dépôt du Musée de Grenoble en 2010 (legs Gustave-Emmanuel Doré en 1928).

Style années 1980

Estampes du bicentenaire

Jean-Paul Chambas (né en 1942 à Vic-Fezensac), **Saint-Just - Abel Gance**, 1989, lithographie

Bernard Rancillac (né en 1931 à Paris), **Nouvelles de France**, 1989, sérigraphique

Hervé Télémaque (né en 1937 à Port-au-Prince, Haïti), **Nouvelles de France**, 1988, sérigraphique et technique mixte

Valerio Adami (né en 1935 à Bologne), **Ballade**, 1989, sérigraphie

Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille, Dépôt du Centre national des arts plastiques

Pierre Paulin

Bureau de François Mitterrand

Pierre Paulin (1927-2009)

Fauteuil, 1981, hêtre laqué

Bureau d'homme, 1982, hêtre laqué bleu

Guéridon, 1988, Aluminium laqué bleu

Desserte, 1989, Aluminium laqué bleu

Deux fauteuils, 1980, bois laqué bleu

Table basse, 1980, cuir laqué bleu

Mobilier national, Paris



INFORMATIONS PRATIQUES

Musée de la Révolution française Domaine de Vizille

Place du château
38220 Vizille
Tél : 04 76 68 07 35

Ouverture du musée

Fermeture hebdomadaire le mardi
D'avril à octobre : 10h - 12h30 et
13h30 - 18h
De novembre à mars : 10h - 12h30 et
13h30 - 17h

CONTACT PRESSE |

Hélène Puig
helene.puig@isere.fr
04 76 78 71 86

SITE INTERNET |
musees.isere.fr

FACEBOOK |
DomaineVizille

TWITTER |
@DomaineVizille

INSTAGRAM |
@domainedevizille

Tous les visuels présentés dans le dossier de presse sont libres de droits.

Prendre contact avec Hélène Puig pour disposer des versions haute résolution.

Merci de mentionner les notices et les crédits photographiques pour toute utilisation.

STYLE RÉVOLUTION FRANÇAISE Mobilier, objets d'art et papiers peints

Du 30 juin 2023 au 11 mars 2024

Exposition réalisée par le Musée de la Révolution française - Domaine de Vizille - Département de l'Isère avec l'aide de l'État (Ministère de la Culture et de la communication, Direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes).

COMMISSARIAT

Alain Chevalier, conservateur en chef du patrimoine, directeur du Musée de la Révolution française

PRÉTEURS

Mobilier national
Cité de la Céramique-Sèvres et Limoges
Centre national des arts plastiques
Musée de Grenoble

GRAPHISME ET IMPRESSION

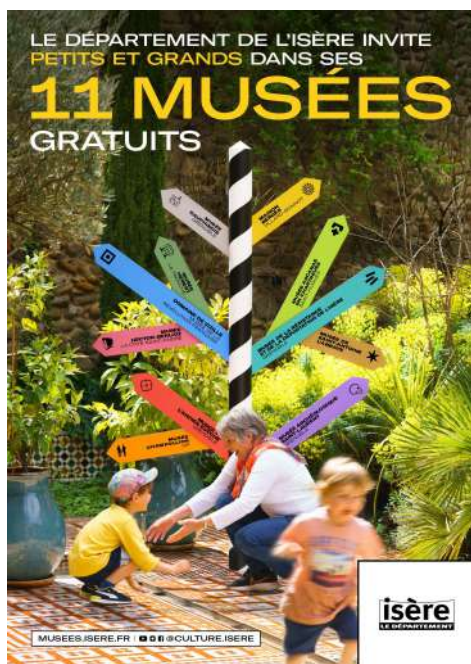
Stéphanie Dozol, Press'Vercors

DOMAINE DE VIZILLE - MUSÉE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Marie Livrieri, chargée de mission
Véronique Despine, chargée des collections du Centre de ressources
Albert Soboul
Arnaud Deschamps, Bertrand Garnier, Mimoun Haddaoui, Melly Leterrier
et Violaine Vincent, préparation technique et montage de l'exposition
Monique Zammuto, Sandrine Le Bredonchel, gestion administrative et comptable
Hélène Puig, Chloé Braud, Laurie Gonnet, communication
Pierre-Sébastien Burnichon, chef de service Domaine de Vizille

AVEC LE SOUTIEN DE





RÉSEAU DES 11 MUSÉES GRATUITS DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

Avec une présence forte sur le territoire grâce à l'implantation de ses musées départementaux accessibles gratuitement, la politique patrimoniale du Département de l'Isère vise à mettre à disposition des publics toute la diversité des patrimoines (historique, archéologique, artistique, ethnographique...) sous les formes les plus dynamiques et les plus ouvertes.

Le Domaine de Vizille-Musée de la Révolution française fait partie du réseau des 11 musées gratuits du Département de l'Isère.



ENTRÉE GRATUITE

MUSEES.ISERE.FR

YouTube Instagram Facebook @culture.isere

